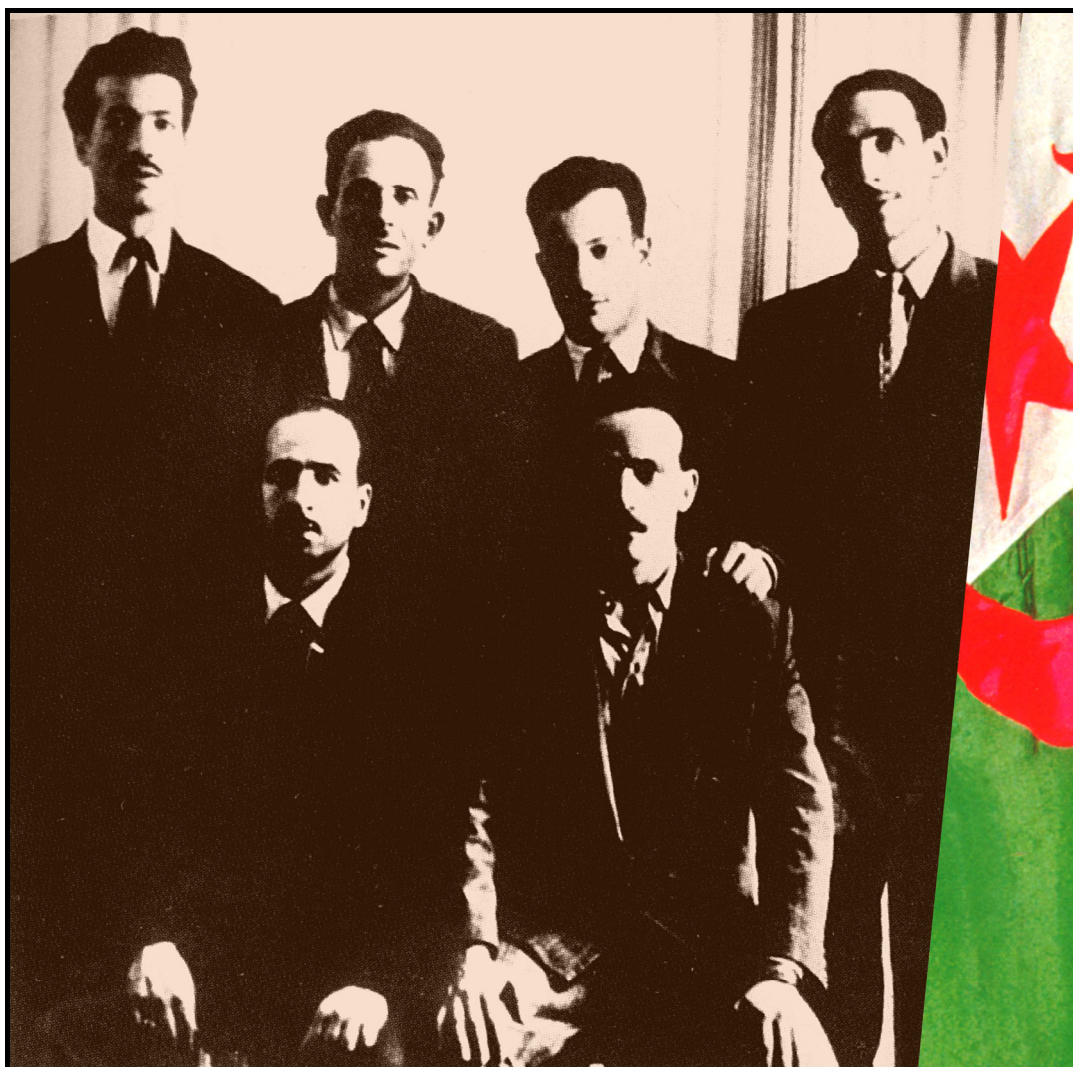


Les Roublards* du PCF & La Révolution Algérienne

(1954-1962)



Freddy Malot – septembre 2000

* **Roublard** : “Personne qui sait toujours tirer son épingle du jeu, en employant souvent des moyens peu délicats”...

Thorez

(1^{er} dirigeant du PCF de 1930 à 1964)

“Il y a une nation algérienne qui se constitue historiquement, dans le mélange de 20 races, et dont l'évolution peut être facilitée, aidée par l'effort de la République française”.

“Le droit (des colonies) au divorce (d'avec la métropole) ne s'identifie pas avec l'obligation au divorce !”

1937 – IX^{ème} Congrès du PCF :

“Dans l'intérêt de ces peuples et dans l'intérêt de la France, il faut s'assurer contre le fascisme qui provoque à la rébellion et à la guerre civile dans les colonies”.

1945

Le PCF est membre du gouvernement pendant le massacre du 8 mai (45 000 morts).

12 mai 1945 : le journal du Parti Communiste Algérien (PCA), l'*Alger républicain* déclare : “une délégation commune du PCF et du PCA a été reçue le 10 mai par le chef de cabinet du Gouverneur général. Elle s'est entretenue des **provocations des agents hitlériens** du PPA (Parti du Peuple Algérien, créé en mars 1937, reprenant le combat patriotique de l'Etoile Nord Africaine ; dissous en septembre 1939). Cette **coalition criminelle**, après avoir tenté vainement de faire éclater des émeutes de la faim, a réussi à faire couler le sang. La délégation a estimé que des mesures de châtiment rapide et impitoyable des provocateurs, appliquées sans délais, contribueraient réellement à ramener le calme.”

1958

“Le Front de Libération Nationale (FLN) soulève l'hostilité contre lui-même”.

Le P.R.S.

(Parti de la Révolution Socialiste)

MOHAMMED BOUDIAF

– 1974 –

•••

M. Boudiaf est l'un des "six" qui ont lancé la guerre d'indépendance en 1954.

El Jarida est le journal du P.R.S.

•••

• « Nous n'avons jamais accordé crédit aux "communistes" du PCA (ni à son produit de remplacement, le PAGES). Dans les pays arabes, les "partis communistes" sont les représentants de la petite bourgeoisie bureaucratique. En Algérie, "gauche" du FLN sous Ben Bella et fraction "progressiste" du pouvoir sous Boumediene, sont la base de classe du mouvement révisionniste (Khrouchtchévien), remplaçant après l'indépendance le milieu "**petit blanc**" du peuplement européen ».

• « Il est remarquable que le PCA (puis le PAGES) propose toujours des fronts, démocratiques ou autres, et que le seul front où il ait été absent soit le FLN. Il est vrai qu'il s'est dissous, mais après l'indépendance, dans le "FLN" de Ben Bella ».

• « À côté de quelques algériens (intellectuels et employés mensualisés des services publics), le PCA recrutait surtout des européens, recrutés dans le milieu "petit blanc" qui fournira les troupes de l'**OAS** ».

PCF 2000

• 17 Juin 2000 – *L'Humanité* : Visite de Bouteflika à Paris.

A. Bouteflika a demandé à la France de revoir en profondeur son passé colonial et plaide pour une véritable réconciliation.

“Le crime avait un nom : Colonialisme”.

Présentant son discours d'introduction devant l'assemblée nationale française, le président algérien a demandé une repentance pour l'ensemble des crimes et des exactions commis au cours de la colonisation.

Alger tombe aux mains des troupes françaises du Général de Bourmont, le 5 Juillet 1830. La “conquête” de l'Algérie fut cependant longue et douloureuse : la résistance conduite par l'émir Abdelkader va durer 18 ans. “Nos soldats n'ont pas reculé devant le meurtre des vieillards, des femmes et des enfants. Ce qu'il y a de plus hideux, c'est que les femmes étaient tuées après avoir été déshonorées”, écrivait le 18 Octobre 1841, monsieur Changarnier, officier français, cité par Charles André Julien (*Histoire de l'Algérie contemporaine*, PUF). Alger, Constantine, Médéa, Miliana, Tlemcen, berceaux de la civilisation Turco-maure, ont été dévastées : des palais, des mosquées rasées, portes et fenêtres en bois et autres motifs de décorations, archives de la ville d'Alger ont servi de braseros. La suite est plus connue. De Charles X à la III^{ème} République, une politique de colonisation systématique fut entreprise. Les terres les plus riches sont confisquées et distribuées aux colons venus de France, d'Espagne et d'Italie.

En Mai 1871, à l'appel d'El Mokrani, les algériens se soulèvent mais sont écrasés en quelques mois. Ceux qui y prirent part sont déportés à Cayenne et leurs biens expropriés. Au total, en 1886, plus de sept millions d'hectares de terre sont passés aux mains des colons. Pour subsister, les algériens sont contraints de travailler les sols les plus arides. Pire, les algériens ont été régis jusqu'en 1945 par le Code de l'indigénat, statut qui ne leur reconnaissait aucun droit, faisant d'eux des non-citoyens, soumis à l'arbitraire colonial.

Les rares tentatives d'amélioration du statut des algériens, comme le projet Blum-Violette en 1936, sont vite enterrées. De même, l'accès à l'école publique n'était dans un premier temps réservé qu'aux enfants des notables – caïds et bachaghas – sur lesquels s'appuyait l'administration coloniale, avant de s'ouvrir timidement à quelques milliers d'enfants algériens. En 1950, quatre ans avant le déclenchement de la guerre d'Algérie, seuls 200 000 enfants (soit le même nombre d'enfants européens pour une population de 800 000 habitants) sur une population scolarisable de 2,4 millions d'enfants fréquentent l'école française. Déculturation, expropriation des algériens et pillage des richesses minières allaient de pair.

Les Roublards du PCF & La Révolution Algérienne

Sur le plan politique, c'est en France, où les algériens n'étaient pas soumis aux lois coloniales, qu'est né, avec l'aide du PCF, le premier parti nationaliste, l'ENA (l'Etoile Nord-Africaine). Devenu PPA en 1936, il a commencé à se développer en Algérie, d'abord dans une quasi-clandestinité, puis à la faveur de la victoire du Front populaire son activité fut plus ou moins tolérée.

Jusqu'à la veille de la guerre d'Algérie en Novembre 1954, tout le pays connaît une évolution à deux vitesses : cette évolution se fait au bénéfice exclusif de la population européenne ; la grande masse des algériens, elle, n'a connu de la colonisation que misère sociale, pauvreté, chômage, brimades quotidiennes et répression, ponctuées par des périodes de famine et de maladies endémiques, au point que, selon Lutte sociale, organe des communistes algériens, des dizaines de milliers de personnes mouraient de faim dans l'indifférence totale. Une période, c'était durant les années trente, que les vieux algériens surnomment "amme el boune" (l'année du bon), ticket de rationnement distribué parcimonieusement aux moins récalcitrants. Les rares emplois agricoles – moins de 50 000 dans les fermes coloniales – ou dans une industrie peu développée ne pouvaient permettre à la grande masse des algériens de sortir de leur misère sociale. L'émigration, l'engagement dans l'armée française étaient les seules issues qui leur restaient afin de faire vivre leurs familles restées au pays. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, grâce à plusieurs centaines de milliers d'algériens émigrés en France, une partie importante de la population a pu vivre dans des conditions moins dramatiques que celles de leurs aînés avant 1945.

Pour autant, quand il s'agissait d'aller combattre pour la France, l'administration coloniale n'hésitait pas à recruter des algériens : 25 000 tomberont durant la guerre de 14-18. Il en sera de même durant la seconde guerre mondiale. En contrepartie du droit à l'autodétermination (discours de De Gaulle à Brazzaville), 150 000 algériens prendront part à la guerre contre le nazisme. Les tirailleurs algériens libéreront la Corse, Toulon, Marseille, Mulhouse et Strasbourg, avant d'être les premiers à traverser le Rhin et à pénétrer en Allemagne.

En remerciement des sacrifices consentis, c'est par la répression que répondra encore une fois la France coloniale : le 8 mai 1945, 45 000 algériens trouveront la mort à Sétif, Khereta et Guelma pour avoir revendiqué l'indépendance, tandis que des milliers d'autres seront jetés en prison. La répression du 8 mai 45 a créé une situation irréparable. L'idée d'indépendance faisait son chemin. D'autant que le statut des algériens n'avait guère connu d'amélioration notable. Le Code de l'indigénat fut aboli et remplacé par un autre qui lui permettait un semblant de participation à la vie politique locale. Ainsi fut établi le système du double collège, instaurant une parité formelle de vote entre européens et algériens (60 députés chacun à l'assemblée algérienne), mais bafoué en pratique par l'administration coloniale qui faisait élire ses candidats locaux (caïds et bachaghas). De fait, relève Patrick Eveno, "l'Algérie de 1950 est plus proche des États-Unis ségrégationnistes ou de l'apartheid sud-africain que de l'égalité républicaine".

Le 1^{er} novembre 1954, le Front de libération nationale (FLN) déclenche la lutte armée. Au lieu de négocier, les gouvernements socialistes qui se sont succédés ont alors choisi d'opter pour une guerre totale. La répression fut terrible : 8 000 villages détruits au napalm, 5 millions d'algériens déplacés, un million en camps de regroupements, plus de 200 000 détenus. Au total, plus d'un million d'algériens morts durant une guerre qui a

Les Roublards du PCF & La Révolution Algérienne

duré près de huit ans et qui a laissé de profondes séquelles dans la mémoire collective. Faut-il citer, à titre d'exemple, les 25 000 jeunes algériens tombés dans la seule ville d'Alger entre 1955 et 1957, durant ce que les historiens ont appelé "la bataille d'Alger" ? Un bilan cruel, douloureux, à côté duquel les exactions du FLN – il y en eut – ne représentent qu'une goutte d'eau dans l'océan.

Avec le départ des pieds-noirs en 1962, que l'on aurait tort de rendre responsables majoritairement des crimes commis en leur nom, l'Algérie s'est retrouvée dépourvue de tout. En plus des destructions matérielles, le pays comptait plus de 80 % d'analphabètes, moins de 10 % de la population scolarisée dans les écoles coloniales, un seul vétérinaire algérien, à peine deux ingénieurs agronomes, cinq architectes, presque pas d'ingénieurs, moins de 100 médecins pour 12 millions d'habitants, 30 000 lycéens et moins de 2 000 étudiants qui fréquentaient la seule université d'Alger et l'Ecole polytechnique.

N'eussent été ces milliers de cadres, formés par le FLN durant la guerre dans les pays socialistes d'Europe, les milliers d'enseignants français volontaires venus en Algérie dès 1962, et grâce à qui une scolarisation massive a pu être entreprise, et ces autres milliers de cadres, parfois bénévoles, venant de France, des pays de l'Est et de Cuba, l'Algérie, en dépit de la crise qui la frappe actuellement, ne disposerait pas de ce capital humain formé en quantité et en qualité qui lui a permis de rester debout.

Dès lors, rien ne sert de cacher cette triste réalité dont les algériens subissent jusqu'à aujourd'hui les conséquences.

L'Humanité – Hassane Zerrouky

...

“La Guerre, quelle guerre ?”

Il y a deux façons de tourner la page d'une guerre. Il y a celle des anciens combattants qui, après s'être entre-tués, se retrouvent. Français et Allemands se disent de 14-18, parfois un peu vite, "plus jamais ça !". Il y a celle plus martiale, et donc plus douteuse, du général Bigeard qui va saluer sur place son ancien "ennemi", le Vietnamien Giap.

Et puis, il y a celle qui tourne la page du ressentiment, sans tourner la page de l'Histoire, aussi cruelle fut elle. Sans cette reconnaissance du crime, sans la claire identification de ses auteurs et de leurs victimes, comment pourrait-il y avoir un rapport purgé de la rancœur et de la haine ? C'est de cette philosophie que s'est inspiré Nelson Mandela pour son propre pays avec l'opération "vérité réconciliation" en Afrique du Sud. L'appel lancé, à Paris, par le président algérien, lors de sa réception à l'Assemblée nationale, est une perche tendue dont la France aurait tort de ne pas se saisir. Abdelaziz Bouteflika, citant les repentances de l'Église sur ses anciennes fautes et de l'État français quant à Vichy, l'invite à reconnaître le drame insondable que fut la colonisation et le crime sans nom que fut la guerre de huit ans faite par la France à l'Algérie. Non pour expier mais pour débarrasser l'avenir des relations de ce non-dit empoisonné. La vérité oblige à dire que les réponses officielles françaises, si elles témoignent d'une évolution appréciable, ne sont pas encore à la hauteur.

Les Roublards du PCF & La Révolution Algérienne

Certes Jacques Chirac, qui fut un “Lieutenant en Algérie”, affirme aujourd’hui : “Leur lutte, les Algériens l’ont menée pour l’indépendance”. Un aveu qui ne manque pas de mérite ni de portée mais que pondèrent aussitôt des considérations sur les pays qui se “bâtissent” dans “la fierté douloureuse du combat” et “les souffrances endurées de toutes parts”. Le mot colonisation n’a pas franchi les limites du discours présidentiel. Il faut croire que le sac du passif colonisateur de la grande bourgeoisie française a du mal à être vidé.

Le président socialiste de l’Assemblée nationale a, lui, retenu le mot colonial mais pas celui de guerre. Raymond Forni qui parle des droits de l’homme, à propos de l’histoire des immigrés, en des termes justes et forts évoque les “douloureux affrontements” qui ont précédé l’indépendance de l’Algérie. Un euphémisme qui laisse songeur quand on sait qu’il a fallu quarante ans pour qu’une formule semblable “les événements d’Algérie” devienne, dans un texte parlementaire, “la guerre d’Algérie”. Comme on ne fera pas injure à Raymond Forni de l’ignorer, on est en droit de penser qu’il y a là un problème avec son parti, **le Parti socialiste (SFIO), qui a dirigé durant quatre ans (1954-1958), au gouvernement, cette guerre sans nom.**

Mais plus que les mots, c’est la chose qui importe. Il faudra bien que la France dise ce qu’a été la guerre d’Algérie, qui en a pris la terrible responsabilité et qui en a subi les atroces souffrances. Un million de morts algériens, tués les armes à la main ou sans armes, ignoblement torturés, concentrés dans des camps. Des dizaines de milliers de jeunes Français morts, blessés, traumatisés “pour rien”. Il n’y a jamais eu de tribunal pénal international pour juger les crimes de guerre en Algérie, comme il n’y a jamais eu de “livre noir du colonialisme”.

Cette allusion aux accusations portées contre le communisme, au nom de son “livre noir”, n’a pas pour objectif de renvoyer dos à dos. Ce temps-là est fini. Mais si les communistes ont su, même tardivement, stigmatiser les méfaits et les crimes du stalinisme et en tirer les leçons, **on ne voit pas au nom de quoi les partis qui ont cassé du “viet” ou du “fellagha” ne devraient pas mettre à jour leur mémoire.** Et comment ne pas dire que **seul en tant que parti, mais pas seul dans le pays, le Parti communiste a été, même avec des tâtonnements au début sur la question de l’indépendance, tout au long de ces années, du combat contre la guerre d’Algérie.** Une génération de communistes, dont l’auteur de ces lignes, est venue de cette révolte et l’a inscrite définitivement dans sa mémoire. Henri Alleg, Maurice Audin et les neuf morts de Charonne sont, avec d’autres, des témoins de cette “œuvre de vérité” qu’appelle le président algérien.

Les guerres sont abominables et leurs lendemains sont le plus souvent pourris parce qu’elles ont enfoui dans les tranchées du non-dit honteux. On le sait pour la “boucherie” de 14-18. On ne le dit pas encore assez pour “54-62”. Et le pire d’un lendemain de guerre c’est de l’enterrer sans faire l’autopsie du crime.

L’Humanité – Charles Silvestre

...

• **7 Septembre 2000 – L’Humanité**

La République, telle qu’on nous l’a léguée, est un système inachevé, contradictoire, aux règles de fonctionnement difficilement compatibles avec tout projet d’émancipation.

D’une part, il y a l’idée républicaine, héritée de 1792 : un régime politique qui tend à placer le pouvoir sous contrôle du suffrage. Cette idée là a orienté sans cesse les luttes contre toute forme de dictature. Liée à l’approfondissement permanent de la démocratie, elle demeure une référence vivante.

Mais, d’autre part, en France, la République est un ensemble d’institutions qui ont trouvé leur forme sous la “Troisième” et qui restent profondément bancales du point de vue du peuple, censé contrôler tout le système.

Cette République s’est constituée autour d’un nationalisme farouche qui, avant les guerres mondiales, a trouvé à s’employer dans l’empire colonial. Elle a fonctionné selon un principe hiérarchique, qui s’est traduit notamment par la persistante exclusion des femmes de la politique. Quant à la participation et au contrôle de la base, elle s’est limitée à la participation au scrutin.

Jules Ferry est un bon symbole de cette République approximative : l’homme qui a fait adopter les lois sur l’école laïque est aussi le défenseur des expériences coloniales. “Ferry-Tonkin”, comme on l’a appelé, a été jusqu’à déclarer, **en 1885, devant la chambre** des députés : “Les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures.”

L’Humanité – Denis Berger

RACISME PLURIEL

• **Jules Ferry :**

“Le devoir des peuples civilisés est de mettre dans leur rapport avec les peuples barbares la plus grande longanimité (patience) : celle d’une race supérieure qui ne conquiert pas pour son plaisir.”

“Les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures”.

• **Léon Blum :**

“Nous admettons le droit, et même le devoir, des races supérieures d’attirer à elles, celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture, et de les appeler aux progrès réalisés grâce aux efforts de la science et de l’industrie.”

• **De Gaulle :**

“Il ne faut pas bougnouliser la France.”

• **Thorez : (IX^{ème} Congrès du P.C.F. – 1937)**

“Dans l’intérêt de ces peuples et de celui de la France, il faut s’assurer contre le fascisme, qui pousse à la rébellion et à la guerre civile dans les colonies”.

• **Thorez : 12 Mai 1945, dans “Alger Républicain”, organe du P.C. Algérien.**

(Le P.C.F. était membre du Gouvernement le 8 Mai 1945, lors du massacre de Sétif – **45 000 morts algériens – 106 morts européens**).

“Une délégation commune du P.C.F. et du P.C.A. a été reçue (le 10) par le chef de cabinet du Gouverneur général (colonial). Elle s’est entretenue des provocations des AGENTS HITLÉRIENS du P.P.A. (Parti du Peuple Algérien patriote). Cette coalition CRIMINELLE a réussi à faire couler le sang (!). La délégation a estimé que des moyens de CHATIMENTS RAPIDES ET IMPITOYABLES des provocateurs, appliqués sans délais, contribueraient réellement à ramener le calme”.

Histoire de la guerre d'Algérie.

Alistair Horne – 1977

La Toussaint 1954

Proclamation du FLN, diffusée de la radio du Caire.

Au peuple algérien !

Aux militants de la cause nationale !

... Après des décennies de lutte, le mouvement national a atteint sa phase finale de réalisation...

... Une équipe de jeunes responsables et militants conscients, ralliant autour d'elle la majorité des éléments encore sains et décidés, a jugé le moment venu de sortir le mouvement national de l'impasse où l'ont acculé les luttes de personnes et d'influences, pour le lancer aux côtés des frères marocains et tunisiens...

Notre mouvement de régénération se présente sous l'étiquette de :

FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE

se dégageant ainsi de toutes les compromissions possibles et offrant la possibilité à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis... la possibilité de s'intégrer dans la lutte nationale.

BUT : Indépendance nationale par :

1- La restauration de l'État algérien souverain, démocratique, populaire et social dans le cadre des principes islamiques.

2- Le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de races et de confessions.

OBJECTIFS INTERIEURS :

1- Assainissement politique par l'anéantissement de tous les vestiges de corruption et de réformisme, cause de notre régression actuelle.

OBJECTIFS EXTERIEURS :

1- Internationalisation du problème algérien.

2- Réalisation de l'unité nord-africaine dans son cadre naturel arabo-musulman.

Les Roublards du PCF & La Révolution Algérienne

3- Dans le cadre de la Charte des Nations-Unies, affirmation de notre sympathie agissante à l'égard de toutes les nations qui appuieraient notre action libératrice.

MOYENS DE LUTTE :

... par tous les moyens jusqu'à la réalisation de notre but... action extérieure en vue de faire du problème algérien une réalité pour le monde entier avec l'appui de tous nos alliés naturels... La lutte sera longue mais l'issue est certaine... afin d'éviter les effusions de sang, nous avançons une plate-forme honorable de discussion aux autorités françaises.

1- La reconnaissance de la nationalité algérienne par une déclaration officielle.

2- L'ouverture des négociations... sur les bases de la reconnaissance de la souveraineté algérienne une et indivisible.

3- ... La libération de tous les prisonniers politiques.

EN CONTRE-PARTIE :

1- Les intérêts français, culturels et économiques... seront respectés ainsi que les personnes et les familles.

2- Tous les Français désirant rester en Algérie auront le choix entre leur nationalité d'origine, et seront de ce fait considérés comme étrangers, ou opteront pour la nationalité algérienne et seront considérés comme tels en droits et devoirs.

3- Les liens entre la France et l'Algérie seront définis et feront l'objet d'un accord entre les deux puissances sur une base d'égalité et de respect.

Algérien ! nous t'invitons à méditer notre charte ci-dessus. Ton devoir est de t'y associer pour sauver notre pays et lui rendre sa liberté. LE FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE est ton front, sa victoire est la tienne...

1945/1958

• 8 Mai 1945 – “Sétif” :

Victimes européennes : 106 ; algériennes : 45 000.

“Chaque Algérien sentit après le 8 mai 45 qu'un soulèvement armé deviendrait tôt ou tard nécessaire”.

“La population européenne organisa des comités de surveillance, s'empara des détenus dans les prisons de campagne pour les lyncher. Les musulmans rencontrés sans le brassard blanc prescrit par l'armée furent tués sur place – dans un seul village, 219 musulmans furent sommairement abattus.”

“À Guelma, le PCA (Parti Communiste Algérien) se fit remarquer par sa participation aux représailles décrivant le soulèvement de **Hitlérien** ; le secrétaire général du PCA (Amar Ouzesane) proclamait dans le journal du parti “La Liberté” (!) que les organisateurs

Les Roublards du PCF & La Révolution Algérienne

des troubles devaient être rapidement et impitoyablement punis, et les instigateurs de la révolte fusillés”.

“Les journées sanglantes de Sétif et leurs séquelles furent étouffées avec un remarquable succès en France. Le journal l’Humanité parlait d’une centaine de victimes. La répression avait été ordonnée par le gouvernement de coalition de De Gaulle. Les communistes, associés au pouvoir, partagèrent sans murmure la responsabilité des événements.”

“En 1945, le PCA avait vigoureusement condamné le soulèvement de Sétif. On avait été jusqu’à dire qu’il avait participé aux représailles. À son tour, il avait été attaqué par les rebelles, qui s’étaient emparés du secrétaire local du parti et lui avaient coupé les mains. Le rôle du PCA à Sétif n’avait jamais été oublié (par les algériens patriotes)”.

• La Toussaint (1^{er} Novembre) 1954 :

“**Le 9 Novembre**, l’Humanité publiait un article condamnant les actes de **terrorisme**, “mais” soutenant le peuple algérien “dans une lutte massive contre la répression et pour la défense de ses droits”.

“Les événements de la Toussaint avaient placé le PCA dans une situation embarrassante. La plupart de ses membres (le parti n’en comptait guère que 12 000) avait tendance à soutenir les petits blancs plutôt que les musulmans ; non sans raison, les nationalistes algériens en étaient venus à considérer le PCA comme imprégné de **racisme**, et de coloration anti-religieuse du stalinisme. Le PCA était étroitement lié au PCF, lui-même aligné sur Moscou”.

“Pour le PCF, la conquête des ouvriers français imposait une priorité par rapport aux aspirations des millions d’Algériens. Les ouvriers français n’avaient guère de sympathie pour les Algériens, et les considéraient soit comme des immigrants menaçant leurs emplois, soit comme des rebelles massacrant et mutilant les ouvriers pieds-noirs”.

En Novembre 1954, le PCF avait soutenu Mendès-France. Immédiatement après la Toussaint, **le 12 Novembre 1954**, le Président du Conseil radical, Mendès, avait prononcé un discours de combat à l’Assemblée Nationale : “On ne transige pas lorsqu’il s’agit de l’intégrité de la République. Les départements d’Algérie sont français d’une manière irrévocable, pour toujours. Ici c’est la France (applaudissements à gauche)”. Mitterrand était alors Ministre de l’Intérieur de Mendès. **Le 5 Novembre** il déclarait : “Ici, en Algérie, la seule négociation possible c’est la guerre”. Et le 12 Novembre à l’Assemblée : “L’Algérie c’est la France. Qui d’entre vous hésiterait à employer tous les moyens pour sauver la France ?”

“En **1954**, le PCF offrait au peuple algérien une tiède “solidarité”, mais condamnait “les actions individuelles” qui risquaient de faire le jeu des pires colonialistes (!)”.

“**En 1956**, quand le socialiste Guy Mollet demanda des “**pouvoirs Spéciaux**” pour envoyer des conscrits en Algérie, le PCF soutint le gouvernement. En **Mars 1956**, le PCF déclarait : “Nous sommes pour la permanence des liens politiques entre l’Algérie et la France. La paix doit être rétablie (!) en Algérie”.

“En **septembre 1955**, le PCA est dissous par le Gouverneur Général. Des membres du PCA s’inquiètent de la politique de leur parti à l’égard de la rébellion. **D’avril à septembre 1956**, se produit l’affaire des communistes Maillot (pied-noir) et Yveton, du “Maquis rouge” dénommé “Combattants de la libération”, qui ne laissa aucune trace. (Boudiaf dit : “les

Les Roublards du PCF & La Révolution Algérienne

communistes qui ont pris le maquis sous la direction du FLN l'ont fait **contre** l'avis de la direction du PCA). Yveton fut guillotiné par les Français ; lui et Maillot furent proclamés héros de la résistance par le FLN. L'incident du "maquis rouge" terminé, des communistes individuels intègrent le FLN, et l'UGTA – la CGT algérienne – est contrôlée par le front".

Cela marqua la fin du PCA. Le secrétaire général du PCA, Bachir Hadj-Alî, s'exila à Moscou, où il passa le reste de la guerre.

Le FLN ne se fia jamais entièrement aux ex-membres du PCA, tandis que Moscou montrait une répugnance prolongée à donner au FLN un soutien efficace.

• 1958 – Thorez :

En 1958, le FLN déclenche des actions en métropole, contre le MNA et contre l'économie de guerre.

"Thorez se montra particulièrement sévère : "les méthodes employées par le FLN en France ne servent pas la cause juste du peuple algérien. Le FLN soulève l'hostilité contre lui-même".

1958/1960 : Moscou – Pékin

"Le FLN avait envoyé une délégation à Pékin et à Moscou en **décembre 1958**. La mission avait été chaleureusement accueillie par les Chinois qui lui avaient promis 2 milliards de francs d'armement ; mais elle avait été froidement accueillie par les Russes qui n'avaient fait aucune promesse ferme".

"La Chine fut la première à reconnaître le GPRA en septembre 1958, tandis que Moscou attendit plus de deux ans pour adopter la même attitude, et encore en rechignant".

"En **avril 1960**, encore un accueil enthousiaste à Pékin par des dizaines de milliers de personnes, et une promesse de plus d'armes que n'en offrait l'ensemble du monde arabe. La délégation de Moscou n'obtenait qu'une réception diplomatique et froide".

"En **septembre 1960**, le Président du GPRA (Abbas) était officiellement reçu à Pékin, placé à la droite de Mao comme invité d'honneur, à la commémoration du 10^{ème} anniversaire de la révolution chinoise. À Moscou, Abbas n'obtint qu'une reconnaissance "de fait" comme Président, et promesse d'armes quand le GPRA contrôlerait une partie libérée du territoire algérien".

"La froideur de l'URSS tenait à :

1- la nouvelle doctrine de "coexistence pacifique" de Khrouchtchev, qui obligeait le Kremlin de condamner les révolutions violentes comme des "désordres infantiles" ;

2- Les Russes soutenaient le PCF et le PCA, qui avaient adopté l'attitude ambivalente de soutien : aux travailleurs d'Algérie de type "pied-noir", et aux ouvriers de métropole largement anti-algériens.

La froideur de l'URSS eut pour effet une méfiance et une aversion durable (des algériens) pour les russes".

EL JARIDA

Organe du Parti de la Révolution Socialiste

novembre-décembre 1974 – n° 15



Contribution à l'étude et l'analyse du

Nationalisme Algérien

1920/1935

• **1^{er} congrès du PCF – Décembre 1921 :**

“Une difficulté résulte de l’inaptitude à peu près générale des indigènes à s’émanciper eux-mêmes”.

• **Vaillant-Couturier – en tournée en Algérie en 1922 :**

“En Algérie, la question de la nationalité ne se pose que secondairement. Le nationalisme, c’est le massacre en perspective. Il faut une éducation indigène (pour) assurer la sécurité de la population européenne”.

L’Internationale Communiste lance, en Mai 1922, un “Appel pour la libération de l’Algérie et de la Tunisie”.

- L’Appel n’est pas publié dans “l’organe des communistes d’Algérie”, La Lutte Sociale ;

- Les communistes d’Algérie, réunis en congrès, déclarent :

“Il y a des peuples opprimés qui ne sont pas dès maintenant accessibles à la souveraineté. Le devoir des communistes commande impérieusement de ne pas abandonner ceux-ci à leur misérable sort ; il commande de leur servir de précepteurs humains et désintéressés”.

“Nous nous concilierons la sympathie de la masse indigène en dénonçant son oppression. Ceci amènera les indigènes à distinguer, avec leur intellect primitif et simpliste, que les “roumis” (chrétiens) sont de deux sortes : les communistes et les autres”.

“L’émancipation des populations indigènes d’Algérie ne pourra être que la conséquence de la révolution en France”.

“Le but immédiat des communistes en Algérie n’est pas de soutenir ou susciter un mouvement (nationaliste) aussi problématique et voué à l’insuccès ; (le but est) de se concilier la sympathie de la masse indigène afin de l’empêcher de se laisser enrôler en bloc dans les trappes contre-révolutionnaires, lors du déclenchement de la révolution en France.”

Vaillant-Couturier :

“L’Arabe a fait à côté de nous un bond hors de ses traditions étroites”.

En **Novembre 1922**, le IV^{ème} congrès de l’Internationale Communiste dénonce l’attitude de la section française qui couvre “d’une phraséologie pseudo-marxiste un point de vue purement esclavagiste, soutenant à fond la domination impérialiste du capitalisme français sur ses esclaves coloniaux”.

1936/1944

• **Janvier 1936 :**

Le PCF décide, au congrès de Villeurbanne, la transformation de sa section algérienne en PCA.

• **7 juin 1936 :**

1^{er} Congrès Musulman, qui rassemble la Fédération des Elus, les Oulémas et le PCA.

Boukhort parle au nom du PCA :

“Nos vrais amis sont dans le grand peuple de France, qui a réalisé dans la métropole le Front populaire”.

Le “Congrès Musulman” est monté pour briser le mouvement patriotique “l’Etoile Nord-Africaine” (ENA), reconstituée en 1933 ; il propose le rattachement de l’Algérie à la France.

Cependant, Blum rejette la Charte du Congrès (le front populaire y substitue le “projet Blum-violette”, accepté par le PCA : extension des droits civiques à l’élite algérienne (intellectuels, fonctionnaires, militaires).

PCA et PCF lancent une campagne de dénigrement de l’Etoile Nord-Africaine, accusée de nationalisme et de fascisme.

• **Juillet 1936 :**

1^{er} Congrès du PCA sur les injonctions pressantes de l’Internationale Communiste, le PCF “algérianise” la section algérienne.

• **10 janvier 1937 :**

Meeting du “Congrès Musulman” à Alger, pour vanter le programme “Blum-Violette”. Des militants de l’ENA, venus contester le projet, sont expulsés manu-militari, notamment par des membres du PCA.

20 janvier 1937 : Blum dissout l’ENA.

• **11 mars 1937 :**

Le PPA (Parti du Peuple Algérien) est créé, reprenant la lutte patriotique de l’ENA.

17 mai 1937 : Elections municipales à Alger. Le PCA présente une liste “d’Union Populaire”. Le PCA déclare :

“Les électeurs ont devant eux deux programmes : celui du Rassemblement Populaire (Front Populaire) et celui du PPA”.

13 juillet 1937 : La “Lutte Sociale” déclare : “Le PPA est le prolongement du PPF (**de Doriot**) ; il est contre le Front populaire, spécialiste dans l’art de la provocation, de la violence. Il y a une collusion entre les maires fascistes et le PPA. Notre peuple sait que son émancipation ne peut être le fruit de son action seule, comme osent l’affirmer les sectaires, les aventuriers et les aigris”.

Les Roublards du PCF & La Révolution Algérienne

1937 – 9^{ème} Congrès du PCF – Thorez :

“Dans l’intérêt de ces peuples et dans l’intérêt de la France, **il faut s’assurer contre le fascisme qui provoque à la rébellion** et à la guerre civile dans les colonies”.

• **27 août 1937 :**

Arrestations, pour “reconstitution de ligue dissoute”, **des chefs du PPA.**

• **29 septembre 1939 :**

Dissolution du PPA ... et du PCA ! arrestation de 41 chefs du PPA (dont Messali).

1944/1953

• **7 mars 1944 :**

“Ordonnances” du gouvernement français qui accordent la citoyenneté dans leur statut à 60 000 Algériens. Même les Elus les plus modérés en sont mécontents ; de sorte que se crée, avec Abbas, les AML (**Amis du Manifeste** et de la Liberté). Le PCF, qui participe au gouvernement, vante les ordonnances !

• **Février 1945 – Cahiers du communisme :**

Article “l’Afrique du nord : foyer d’activité pro-hitlérienne et anti-française”.

“Le sort lamentable des Arabes et des Berbères est un terrain favorable à la propagande anti-française ; de prétendus nationalistes qui bavardent sur une “indépendance” ou un rassemblement “pan-arabe” impossible à concevoir autrement que comme un passage sous une domination différente”.

• **1^{er} mai 1945 :**

Manifestations avec le drapeau algérien ; la police tire sur la foule à Alger, Oran et Bougie. La CGT et le PCA accusent les manifestants.

Le PPA lance un appel dans le dernier numéro de son journal – “Action Algérienne” :

“Communistes algériens : vous n’avez de communiste que le nom ! Votre parti a jeté le masque. Il glorifie l’assassinat. Il se fait complice de l’administration.

(Selon votre parti), Messali serait hitlérien ! (Or) Messali et ses amis ont été condamnés au bagne par Vichy, alors que (les chefs du PCA) étaient relativement favorisés par Vichy”.

• **Massacre de Mai 1945 :**

Le PCF est membre du gouvernement pendant la répression.

8 mai 1945 :

Des défilés dans toute l’Algérie. Le drapeau vert et blanc est brandi. Sur les banderoles : “À bas la colonisation et le fascisme oppresseur ! Vive l’Algérie indépendante !”

8 mai 1945 – Déclaration du PCA :

Les Roublards du PCF & La Révolution Algérienne

“Que les émeutiers et les assassins soient châtiés, conformément aux lois en vigueur”.

10 mai 1945 :

L'administration désigne le Général Duval pour organiser le massacre : 4560 arrestations et 45 000 morts.

12 mai 1945 :

Le journal du PCA (Alger républicain) déclare : “Une délégation commune du PCF et du PCA a été reçue le 10 mai par le chef de cabinet du Gouverneur général. Elle s'est entretenue des **provocations des agents hitlériens** du PPA. Cette **coalition criminelle**, après avoir tenté vainement de faire éclater des émeutes de la faim, a réussi à faire couler le sang. La délégation a estimé que des mesures de châtiment rapide et impitoyable des provocateurs, appliquées sans délais, contribueraient réellement à ramener le calme.”

12 mai 1945 – le secrétaire général du PCA écrit dans “La Liberté” :

“Les instruments criminels, ce sont les chefs du PPA et les mouchards camouflés dans les organisations pseudo-nationalistes. Il faut châtier rapidement et impitoyablement les organisateurs de ces troubles, passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. À Bougie, et à Guelma, des membres du PCA font partie des milices européennes”.

12 mai 1945 – l'Humanité :

“La population affamée a été poussée à des violences par des provocateurs bien connus de l'administration”.

Déclaration du C.C. du PCF : “Il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute”.

• 14 mai 1945 :

Les **AML** (Amis du Manifeste et de la Liberté) sont dissous, les chefs arrêtés.

19 mai 1945 – Alger républicain :

“Les musulmans des campagnes n'ont pas pris la moindre part aux agissements des **tueurs à gages**. Ce qu'il faut, c'est punir comme ils le méritent les **tueurs hitlériens** ayant participé aux événements du 8 mai, et les chefs pseudo-nationalistes qui ont sciemment essayé de tromper les masses musulmanes, faisant ainsi le jeu des 100 seigneurs, dans leur tentative de rupture entre les populations algériennes et le peuple de France”.

20 mai 1945 – Félicitations du PCA par le C.C. du PCF :

“Le PCA remplit sa grande tâche de rassembler les grandes masses algériennes contre les divisions et dans une alliance étroite avec le peuple de France”.

Juin 1945 – 10^{ème} Congrès du PCF :

Le secrétaire du PCA y déclare : “Ceux qui réclament l'indépendance sont les agents – conscients ou inconscients – d'un autre impérialisme. Nous ne voulons pas changer un cheval borgne pour un aveugle”.

11 juillet 1945 – Etienne Fajon :

“Les tueries de Guelma et Sétif sont la manifestation d'un complot fasciste, qui a trouvé des agents dans les milieux nationalistes”.

Les Roublards du PCF & La Révolution Algérienne

• 13 mars 1947 :

Programme du PCA, que le PCF présente comme suit :

“Il prépare les conditions de la réalisation de la nation algérienne. Il permet l'intégration de l'Algérie dans une véritable Union Française, en tant que territoire associé, en attendant que son complet épanouissement national lui permette de devenir une république, conformément à l'Art. 75 de la constitution”.

“Révolution Socialiste” du PCA, à propos de ce programme :

“Refuser le compromis (viser à faire admettre l'Algérie comme État associé dans l'Union française [l'hypothétique Néo-colonialisme]), c'eut été faire preuve d'une absence de confiance dans les capacités du peuple algérien” !?

• 1950 – PCA :

“La lutte pour la paix (anti-américaine) est la voie la plus courte et la moins coûteuse vers la libération nationale”.

1954/1962

• 2 Novembre 1954 – le B.P. du PCA :

“La meilleure façon d'éviter l'effusion de sang, d'instaurer un climat d'entente, consiste (dans) la recherche d'une solution démocratique qui respecterait l'intérêt de tous les habitants de l'Algérie, et qui tiendrait compte des intérêts de la France”.

8 avril 1954 – Déclaration du PCF (Que le PCA se garde de citer) :

“(Le PCF ne saurait) approuver des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux”.

• 13 janvier 1955 – L'Humanité :

“Le PCA s'est toujours gardé des mots d'ordres inconsidérés ou d'actes individuels, Qui ne correspondent pas à la volonté et aux possibilités réelles dans les larges couches de la population ;

Qui seraient un élément de division parmi les travailleurs algériens ;

Ou qui risqueraient de faire le jeu des colonialistes”.

• Février 1955 – Les Cahiers du Communisme :

“(Il y avait en 1830 en Algérie) une population morcelée en tribus – la langue, le mode de vie, les traditions, variaient suivant le groupe ethnique ou la région. On ne peut pas dire que des liens “algériens” existaient entre les habitants”.

• Thorez :

“Il y a une nation algérienne qui se constitue historiquement, dans le mélange de 20 races, et dont l'évolution peut être facilitée, aidée par l'effort de la République française”.

Les Roublards du PCF & La Révolution Algérienne

• 27 mars 1956 – L’Humanité :

Le PCF a voté les “pouvoirs spéciaux” au socialiste Guy Mollet, qui mène la “pacification” en Algérie. L’Huma explique le vote communiste :

“Les députés communistes ont eu raison de ne pas compromettre la perspective générale d’un front unique des ouvriers socialistes, en se laissant aller à la rupture sur un front spécial”.

Mai 1956 – Cahiers du Communisme :

“Le PCA appelait tout récemment les patriotes algériens, qu’ils soient FLN, MNA ou Combattants de la Libération, à rechercher tout ce qui unit. Le PCA réaffirme également que les possibilités de négociation subsistent”.

• Février 1957 – Duclos dans les “Cahiers du Communisme” :

“Si certains Algériens communistes d’origine européenne participent aux combats, ils gagnent en quelque sorte le droit pour l’ensemble des Algériens d’origine européenne à une Algérie indépendante amie et alliée de la France”.

1974

Journal *El Jarida* du P.R.S., de M. Boudiaf, un des “six” de novembre 1954 à lancer la guerre d’indépendance. Novembre 74 :

“Nous n’avons jamais accordé crédit aux “communistes” du PCA (ni à son produit de remplacement, le PAGES). Dans les pays arabes, les “partis communistes” sont les représentants de la petite bourgeoisie bureaucratique. En Algérie, “gauche” du FLN sous Ben Bella et fraction “progressiste” du pouvoir sous Boumediene, sont la base de classe du mouvement révisionniste (Khrouchtchévien), remplaçant après l’indépendance le milieu “petit blanc” du peuplement européen”.

“Il est remarquable que le PCA (puis le PAGES) propose toujours des fronts, démocratique ou autre, et que le seul front où il ait été absent soit le FLN ! Il est vrai qu’il s’est dissous, mais après l’indépendance, dans le “FLN” de Ben Bella”.

“À côté de quelques Algériens (intellectuels et employés mensualisés des services publics), le PCA recrutait surtout des Européens, dans le milieu “petit blanc” qui fournira les troupes de l’OAS”.

Deuxième Guerre ! (FIS et GIA)

Tout ce qui précède permet de comprendre pourquoi le PCF représente la force la plus hystérique parmi les “éradicateurs” anti-“islamistes” dans la 2^{ème} guerre d’Algérie actuelle... (F.M.)

29 août 2000 – L’Humanité :

ALGÉRIE. Un ministre des Affaires Étrangères islamiste.

Le nouveau ministre algérien des Affaires Etrangères, Abdelaziz Belkhadem, né en 1946 à Tiaret, dans l’ouest algérien, est un pur produit du FLN de l’Algérie post-indépendance. Bien qu’en raison de son âge il n’ait pas appartenu à cette génération qui avait fait ses armes dans le combat anticolonialiste, Abdelaziz Belkhadem saura rapidement faire ses classes au sein de l’ancien parti unique. Député FLN, à l’âge de trente et un ans, en 1977, quand ce parti gouvernait sans partage le pays entre 1962 et 1990, réélu en 1982 et 1987, il devient président de l’Assemblée nationale le 3 octobre 1990, à la faveur de la démission de Rabah Bitat. Il restera à ce poste jusqu’en janvier 1992 quand l’assemblée algérienne en fin de mandat, fut dissoute.

Abdelaziz Belkhadem appartient au clan islamo-conservateur du FLN. En 1991, en pleine campagne des législatives, Belkhadem avait prôné une alliance entre le courant “nationaliste” (le FLN) et les islamistes. Pour lui, l’établissement d’un État islamique était dans la logique des choses. Cet ami des mollahs iraniens, ce dont il ne s’était jamais caché, a été l’un de ceux qui ont dénoncé l’interruption des élections législatives en janvier 1992, dont le premier tour avait été remporté par le FIS (Front islamique du salut).

Ardent partisan d’une alliance stratégique entre le FLN et le FIS et de l’arabisation totale de la société algérienne, Abdelaziz Belkhadem, qui n’a jamais dénoncé les assassinats d’intellectuels et de journalistes par les intégristes ni les atrocités commises par le GIA, n’a eu de cesse en revanche, de dénoncer la répression contre les islamistes. En 1995, il a été l’un des artisans des accords de San’t Egidio conclus avec le FIS.

Évincé de la direction du FLN en 1996, Abdelaziz Belkhadem ne ratera aucune occasion pour fustiger le pouvoir de l’ancien président Zeroual ou de s’en prendre aux démocrates qu’il qualifie de “minorité de déracinés”. À l’endroit des femmes, cet islamiste bon chic bon genre déclare qu’il s’opposera à l’abolition du Code de la famille d’inspiration islamiste et qui fait des femmes des non-citoyennes. Quand, en mars dernier, le chanteur Enrico Macias, pourtant invité par le président Bouteflika, devait effectuer une tournée en Algérie, Belkhadem prend la tête d’une croisade “antisioniste”. Avec ses amis et l’appui des partis islamistes Nahda et MSP (ex-Hamas), il crée un Front contre la normalisation des relations entre l’Algérie et Israël et s’oppose à la venue du chanteur, dont la tournée sera finalement annulée. Il vient d’être récompensé comme il se doit : promu comme chef de la diplomatie algérienne.

L’Humanité – Hassane Zerrouky

L'Internationale Communiste – 1920

2^{ème} Congrès du Komintern – juillet 1920

21 Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale Communiste

Le premier Congrès constituant de l'Internationale Communiste n'a pas élaboré les conditions précises de l'admission des Partis dans la 3^{ème} Internationale. Au moment où eut lieu son premier Congrès, il n'y avait dans la plupart des pays que des tendances et des groupes communistes.

Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste se réunit dans de toutes autres conditions. Dans la plupart des pays il y a désormais, au lieu de tendances et des groupes, des Partis et des organisations communistes.

De plus en plus souvent, des Partis et des groupes qui, récemment encore, appartenaient à la 2^{ème} Internationale et qui voudraient maintenant adhérer à l'Internationale Communiste s'adressent à elle, sans pour cela être devenus véritablement communistes. La 2^{ème} Internationale est irrémédiablement défaite. Les Partis intermédiaires et les groupes du "centre" voyant leur situation désespérée, s'efforcent de s'appuyer sur l'Internationale Communiste, tous les jours plus forte, en espérant conserver cependant une "autonomie" qui leur permettrait de poursuivre leur ancienne politique opportuniste ou "centriste". L'Internationale Communiste est, d'une certaine façon, à la mode.

Le désir de certains groupes dirigeants du "centre" d'adhérer à la 3^{ème} Internationale nous confirme indirectement que l'Internationale Communiste a conquis les sympathies de la grande majorité des travailleurs conscients du monde entier et constitue une puissance qui croît de jour en jour.

L'Internationale Communiste est menacée de l'envahissement de groupes indécis et hésitants qui n'ont pas encore pu rompre avec l'idéologie de la 2^{ème} Internationale.

En outre, certains Partis importants (italien, suédois), dont la majorité se place au point de vue communiste, conservent encore en leur sein de nombreux éléments réformistes et social-pacifistes qui n'attendent que l'occasion pour relever la tête, saboter activement la révolution prolétarienne, en venant ainsi en aide à la bourgeoisie et à la 2^{ème} Internationale.

Aucun communiste ne doit oublier les leçons de la République des Soviets hongroise. L'union des communistes hongrois avec les réformistes a coûté cher au prolétariat hongrois.

C'est pourquoi le 2^{ème} Congrès international croit devoir fixer de façon tout à fait précise les conditions d'admission des nouveaux Partis et indiquer par la même occasion aux Partis déjà affiliés les obligations qui leur incombent.

Les Roublards du PCF & La Révolution Algérienne

Le 2^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste décide que les conditions d'admission dans l'Internationale sont les suivantes :

1- La propagande et l'agitation quotidiennes doivent avoir un caractère effectivement communiste et se conformer au programme et aux décisions de la 3^{ème} Internationale. Tous les organes de **la presse** du Parti doivent être rédigés par des communistes sûrs, ayant prouvé leur dévouement à la cause du prolétariat. Il ne convient pas de parler de dictature prolétarienne comme d'une formule apprise et courante ; la propagande doit être faite de manière à ce que la nécessité en ressorte pour tout travailleur, pour toute ouvrière, pour tout soldat, pour tout paysan, des faits mêmes de la vie quotidienne, systématiquement notés par notre presse. La presse périodique ou autre et tous les services d'éditions doivent être entièrement soumis au Comité Central du Parti, que ce dernier soit légal ou illégal. Il est inadmissible que les organes de publicité mésusent de l'autonomie pour mener une politique non conforme à celle du Parti. Dans les colonnes de la presse, dans les réunions publiques, dans les syndicats, dans les coopératives, partout où les partisans de la 3^{ème} Internationale auront accès, ils auront à flétrir systématiquement et impitoyablement non seulement la bourgeoisie, mais aussi ses complices, réformistes de toutes nuances ;

2- Toute organisation désireuse d'adhérer à l'Internationale Communiste doit régulièrement et systématiquement écarter des postes impliquant tant soit peu de responsabilité dans **le mouvement ouvrier** (organisations de Parti, rédactions, syndicats, fractions parlementaires, coopératives, municipalités) les réformistes et les "centristes" et les remplacer par des communistes éprouvés, – sans craindre d'avoir à remplacer, surtout au début, des militants expérimentés par des travailleurs sortis du rang ;

3- Dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Amérique la lutte de classes entre dans la période de guerre civile. Les communistes ne peuvent dans ces conditions se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, **un organisme clandestin** capable de remplir au moment décisif, son devoir envers la révolution. Dans tous les pays où, par suite de l'état de siège ou de loi d'exception, les communistes n'ont pas la possibilité de développer légalement toute leur action, la concomitance de l'action légale et de l'action illégale est indubitablement nécessaire ;

4- Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématiques et persévérantes **parmi les troupes**. Là où la propagande ouverte est difficile par suite de lois d'exceptions, elle doit être menée illégalement ; s'y refuser serait une trahison à l'égard du devoir révolutionnaire et par conséquent incompatible avec l'affiliation à la 3^{ème} Internationale.

5- Une agitation rationnelle et systématique **dans les campagnes** est nécessaire. La classe ouvrière ne peut vaincre si elle n'est soutenue tout au moins par une partie des travailleurs des campagnes (journaliers agricoles et paysans les plus pauvres) et si elle n'a

Les Roublards du PCF & La Révolution Algérienne

pas neutralisé par sa politique tout au moins une partie de la campagne arriérée. L'action communiste dans les campagnes acquiert en ce moment une importance capitale. Elle doit être principalement le fait des ouvriers communistes en contact avec la campagne. Se refuser à l'accomplir ou la confier à des demi-réformistes douteux c'est renoncer à la révolution prolétarienne.

6- Tout Parti désireux d'appartenir à la 3^{ème} Internationale, a pour devoir de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué le **social-pacifisme** hypocrite et faux ; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation "démocratique" de la Ligue des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes.

7- Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec **le réformisme** et la politique du **centre** et de préconiser cette rupture parmi les membres des organisations. L'action communiste conséquente n'est possible qu'à ce prix.

L'Internationale Communiste exige impérativement et sans discussion cette rupture qui doit être consommée dans le plus bref délai. L'Internationale Communiste ne peut admettre que des réformistes avérés, tels que Turati, Kautsky, Hilferding, Longuet, MacDonald, Modigliani et autres, aient le droit de se considérer comme des membres de la 3^{ème} Internationale, et qu'ils y soient représentés. Un pareil état de choses ferait ressembler par trop la 3^{ème} Internationale à la 2^{ème}.

8- Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti appartenant à la 3^{ème} Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.

9- Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres **organisations des masses** ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du "centre". Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti ;

Les Roublards du PCF & La Révolution Algérienne

10- Tout Parti appartenant à l'Internationale Communiste a pour devoir de combattre avec énergie et ténacité l'“Internationale” des syndicats jaunes fondée à Amsterdam. Ils doivent répandre avec ténacité au sein des syndicats ouvriers l'idée de la nécessité de la rupture avec **l'Internationale jaune** d'Amsterdam. Il doit par contre concourir de tout son pouvoir à l'union internationale des **syndicats rouges** adhérant à l'Internationale Communiste.

11- Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de réviser la composition de leurs **fractions parlementaires**, d'en écarter les éléments douteux, de les soumettre, non en paroles mais en fait, au Comité Central du Parti, d'exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l'agitation.

12- Les Partis appartenant à l'Internationale Communiste doivent être édifiés sur le principe de la **centralisation démocratique**. À l'époque actuelle de guerre civile acharnée, le Parti Communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants ;

13- Les Partis Communistes des pays où les communistes militent légalement doivent procéder à des **épurations périodiques** de leurs organisations, afin d'en écarter les éléments intéressés et petit-bourgeois ;

14- Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doivent soutenir sans réserves toutes **les républiques soviétistes** dans leurs luttes avec la contre-révolution. Ils doivent préconiser inlassablement le refus des travailleurs de transporter les munitions et les équipements destinés aux ennemis des républiques soviétistes, et poursuivre, soit légalement soit illégalement, la propagande parmi les troupes envoyées contre les républiques soviétistes ;

15- Les Partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les réviser sans retard et d'élaborer un **nouveau programme** communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans l'esprit de l'Internationale Communiste. Il est de règle que les programmes des Partis affiliés à l'Internationale Communiste soient confirmés par le Congrès International ou par le Comité Exécutif. Au cas où ce dernier refuserait sa sanction à un Parti, celui-ci aurait le droit d'en appeler au Congrès de l'Internationale Communiste ;

16- Toutes les décisions des Congrès de **l'Internationale** Communiste, de même que celles du Comité Exécutif, sont obligatoires pour tous les Partis affiliés à l'Internationale Communiste. Agissant en période de guerre civile acharnée, l'Internationale Communiste et son Comité Exécutif doivent tenir compte des conditions de lutte si variées dans les

Les Roublards du PCF & La Révolution Algérienne

différents pays et n'adopter de résolutions générales et obligatoires que dans les questions où elles sont possibles ;

17- Conformément à tout ce qui précède, tous les Partis adhérant à l'Internationale Communiste doivent modifier **leur appellation**. Tout Parti désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste doit s'intituler : Parti Communiste de... (section de la 3^{ème} Internationale Communiste). Cette question d'appellation n'est pas une simple formalité ; elle a aussi une importance politique considérable. L'Internationale Communiste a déclaré une guerre sans merci au vieux monde bourgeois tout entier et à tous les vieux Partis social-démocrates jaunes. Il importe que la différence entre les Partis Communistes et les vieux Partis "social-démocrates" ou "socialistes" officiels qui ont vendu le drapeau de la classe ouvrière soit plus nette aux yeux de tout travailleur ;

18- Tous les organes dirigeants de la presse des Partis de tous les pays sont obligés d'imprimer tous les **documents officiels** importants du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ;

19- Tous les Partis appartenant à l'Internationale Communiste ou sollicitant leur adhésion sont obligés de convoquer (aussi vite que possible), dans un délai de 4 mois après le 2^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste, au plus tard – **un Congrès extraordinaire** afin de se prononcer sur ces conditions. Les Comités Centraux doivent veiller à ce que les décisions du 2^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste soient connues de toutes les organisations locales ;

20- Les Partis qui voudraient maintenant adhérer à la 3^{ème} Internationale, mais qui n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique, doivent préalablement veiller à ce que **les 2/3 des membres** de leur Comité Central et des Institutions centrales les plus importantes soient composés de camarades, qui déjà avant le 2^{ème} Congrès s'étaient ouvertement prononcés pour l'adhésion du Parti à la 3^{ème} Internationale. Des exceptions peuvent être faites avec l'approbation du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le Comité Exécutif se réserve le droit de faire des **exceptions** pour les représentants de la tendance centriste mentionnés dans le paragraphe 7.

21- Les adhérents au Parti **qui rejettent les conditions** et les thèses établies par l'Internationale Communiste doivent être exclus du Parti. Il en est de même des délégués au Congrès extraordinaire.

Parti Chinois – 1963

Des défenseurs du Néo-Colonialisme – À propos de la lettre ouverte
du Comité Central du PCUS (URSS) – 22 octobre 1963

UN CAS TYPIQUE DE SOCIAL-CHAUVINISME : LE P.C.F.

De même, selon l'internationalisme prolétarien, le prolétariat et les communistes des nations oppresseuses doivent soutenir activement le droit des nations opprimées à l'indépendance et leur lutte pour la libération. Ce n'est qu'avec le soutien des nations opprimées que le prolétariat des nations oppresseuses disposera d'une possibilité plus grande de faire triompher sa révolution.

Lénine frappait juste lorsqu'il disait : **“Le mouvement révolutionnaire des pays avancés ne serait, en fait, qu'une simple duperie sans l'union complète et la plus étroite dans la lutte des ouvriers en Europe et en Amérique contre le capital et les centaines et centaines de millions d'esclaves “coloniaux” opprimés par ce capital.”** (V.I. Lénine : “Le II^{ème} Congrès de l'Internationale communiste”, Œuvres, tome 31).

Or, certains qui se prétendent marxistes-léninistes ont renoncé au marxisme-léninisme sur ce point précis, qui est un principe fondamental. Les dirigeants du **Parti Communiste Français** fournissent un exemple typique dans ce domaine.

Depuis de longues années, ils ont abandonné la lutte contre l'impérialisme américain, se refusant à s'opposer énergiquement au contrôle et aux entraves imposés par celui-ci à la France dans les domaines politique, économique et militaire et remettant ainsi définitivement à de Gaulle et autres le drapeau français de la lutte nationale contre l'impérialisme américain ; et d'autre part, ils ont utilisé des prétextes et des moyens les plus divers pour défendre les intérêts coloniaux des impérialistes français, ils ont refusé leur appui, et se sont même opposés, aux mouvements de libération nationale des colonies françaises, aux guerres révolutionnaires nationales en particulier, et ils ont sombré dans le borbier du chauvinisme.

Lénine disait : **“Les Européens oublient souvent que les peuples coloniaux sont aussi des nations, mais tolérer un tel “oubli”, c'est tolérer le chauvinisme.”** (V. I. Lénine : “Une caricature du Marxisme et à propos de “l'Économie impérialiste””, Œuvres, tome 23). Et cependant, la direction du P.C.F., représentée par le camarade **Thorez**, a non seulement toléré cet “oubli”, mais a considéré carrément les peuples des colonies françaises comme des “Français naturalisés” (Discours de M. Thorez prononcé en février 1939 à Alger), refusé d'admettre leur droit de se détacher de la France et d'accéder à l'indépendance nationale et soutenu publiquement la politique “d'assimilation nationale” poursuivie par l'impérialisme français.

Les Roublards du PCF & La Révolution Algérienne

Durant la dernière dizaine d'années, les dirigeants du P.C.F. ont suivi la politique coloniale des impérialistes français, ils se sont mis à la remorque de la bourgeoisie monopoliste française. En 1946, lorsque les dirigeants français, ceux des monopoles, usèrent d'une ruse néo-colonialiste et proposèrent d'instaurer l'Union française, les dirigeants du P.C.F. suivirent le mouvement, ils se vantèrent : **"...nous avons toujours considéré cette union comme une union libre de peuples libres"** (Allocution de L. Feix prononcée en juin 1959 au XV^{ème} Congrès du Parti Communiste Français) et **"la fondation de l'Union française permettra de régler sur une base nouvelle la question des rapports entre le peuple français et les peuples d'outre-mer jadis dépendants de la France"** (Discours de M. Thorez à la séance d'ouverture du 10 octobre 1955 de l'École centrale du Parti). En 1958, lorsque l'Union française s'écroula et que le gouvernement français se proposa d'établir la "Communauté française" afin de maintenir son système colonial, les dirigeants du P.C.F. suivirent une fois de plus le mouvement et proclamèrent : **"Nous croyons que la création d'une véritable Communauté serait un événement positif."** (Allocution de L. Feix prononcée en juin 1959 au XV^{ème} Congrès du Parti communiste français).

En outre, en prenant parti contre l'indépendance nationale que réclament les peuples des colonies françaises, ils essayèrent même d'user de l'intimidation et déclarèrent : Toute tentative de se séparer de l'Union française ne peut qu'aboutir au renforcement de l'impérialisme, quoiqu'elle permette l'obtention d'une indépendance, celle-ci ne sera que nominale, provisoire et factice. Et par ailleurs, les dirigeants du P.C.F. déclarèrent carrément : **"La question est de savoir si cette indépendance, désormais inéluctable, se fera avec la France ou sans elle et contre elle. L'intérêt de notre pays, c'est que ce soit avec lui."** (Raymond Barbé : "L'Afrique noire à l'heure de Guinée ?", Démocratie nouvelle, numéro de novembre 1958).

Dans la question algérienne, les dirigeants du P.C.F. adoptèrent une attitude chauvine. Ils ont essayé de se justifier, ces derniers temps, en affirmant que depuis des années ils ont reconnu la légitime demande de liberté du peuple algérien. Mais que montrent les faits ?

Les dirigeants du P.C.F. n'ont, pendant longtemps, reconnu aucunement le droit de l'Algérie à l'indépendance nationale ; ils suivaient la bourgeoisie monopoliste française, clamaient que **"l'Algérie est une partie inaliénable de la France"** (Documents de l'Assemblée nationale constituante, séance du 24 septembre 1946, annexe II, N° 1013.), que celle-ci **"est et doit rester une grande puissance africaine"** (Allocution de F. Bonté prononcée en 1944 à l'Assemblée constituante). L'intérêt de Thorez et d'autres portait surtout sur le fait que l'Algérie pouvait fournir annuellement à la France "un million de moutons", de grandes quantités de blé et donc résoudre le problème du "manque de viande" et "combler notre déficit en céréales".

Voyez à quel degré de frénésie atteint le chauvinisme des dirigeants du P.C.F. ! Y a-t-il chez eux une ombre d'internationalisme prolétarien ? Y a-t-il quoi que ce soit du révolutionnaire prolétarien en eux ? Par l'adoption de cette position chauvine, ils ont trahi les intérêts fondamentaux du prolétariat international, du prolétariat français et les véritables intérêts de la nation française.

Reggane – Les premiers essais nucléaires français

Des traces indélébiles

El Moudjahid – lundi 22 février 1993

La terre a fortement tremblé, ce matin du 13 février 1960, dans le Touat. Ce n'était pas une secousse tellurique, mais l'effet d'un essai nucléaire effectué par l'armée coloniale française au plateau Moudia, à Reggane. Une expérience atomique à laquelle ont été exposés des moudjahidine faits prisonniers à l'époque.

...

Il y a 33 ans, la France coloniale a procédé à des essais nucléaires dans la région de Reggane, au plateau Moudia, dit aussi Hassi Madane.

L'armée française avait bouclé la boucle de la barbarie contre le peuple algérien en lutte contre la présence de cet occupant sur son territoire.

Au mépris de l'opinion

Sur les **quatre bombes nucléaires**, mises au point dans la base de Reggane, deux seront mises à l'essai à un intervalle de moins d'une année. Le troisième essai va, par contre, échouer, et l'accident qui s'en est suivi, témoigne M. Kaâzzaoui Amed Kaddour, un ancien ouvrier de base d'essai, a tué cinq manipulateurs et blessé deux autres.

Quant à la quatrième bombe, l'avènement de l'indépendance est venu bousculer les prévisions coloniales. Mais l'on dit que le troisième essai atomique a eu lieu à In Icker, aux environs de Tamanrasset.

M. Kelloum Mekki, un ancien moudjahid, natif de la région, et d'autres personnes rencontrées en différents lieux du Touat, citent les mêmes faits.

Pour M. Kalloum, homme très au fait de l'histoire, **toutes les batailles menées par l'armée coloniale dans l'extrême-sud du pays étaient des sortes d'essais d'armement des forces de l'OTAN** de plus en plus sophistiqué, surtout après la deuxième guerre Mondiale.

Ce témoin parle avec force insistance de l'isolement dans lequel étaient confinés Reggane et ses alentours. Craignait-on le tollé d'une opinion internationale encore sous l'effet des horreurs causées par le largage des deux bombes atomiques sur Hiroshima et sur Nagasaki en 1945 ?

Les Roublards du PCF & La Révolution Algérienne

La veille de l'essai nucléaire, évoquent les gens qui en ont été témoins des officiers français, aidés par "la troisième force locale", avaient fait, tambour battant, la tournée des ksour de presque tout le Touat, pour avertir la population de sortir, et de laisser portes et fenêtres ouvertes le jour "J", et les assurer aussi de la banalité de l'essai.

Une grande partie de la population, apprend-on, a désobéi aux consignes, en signe de protestation. Une bravade qui forcera les murs du silence, puisque, dit M. Kalloum, des rapports détaillés sur la situation avant et après les essais ont pu être transmis au bureau FLN au Mali.

C'est ainsi que l'opinion internationale sera informée du déroulement des essais. Cependant, sans effet percutant, puisque la France coloniale forte du soutien de **l'OTAN a empêché les commissions d'inspection dépêchées d'accéder aux lieux du forfait.**

Des actes ignobles évoqués trente années après une intense frayeur et indignation. Surtout à Reggane où **la légion étrangère** "nous traitait de toutes sortes de sobriquets haineux et racistes" disent indignées les personnes rencontrées.

L'effet d'un séisme

La terre a fortement tremblé ce matin du 13 février 1960 au Touat. Les secousses, le tourbillon de poussières et les lumières produits par le champignon nucléaire, se sont répercutés jusqu'à Béchar, au nord et dans certaines localités maliennes frontalières, au sud.

Les portes et fenêtres tenue fermées se sont ouvertes dans un vacarme, ou étaient carrément soufflées et la plupart des murs des habitations fissurés. Quant à la lumière irradiée, elle était si intense, se rappelle-t-on, qu'elle a éclairé comme jamais les intérieurs ténébreux des ksour.

Pour ce qui concerne l'opération d'essai, proprement dite, racontent surtout les ouvriers, employés au centre à l'époque, l'on a exposé à l'explosion toute sorte d'êtres vivants et des matériels, y compris l'armement de guerre. Pour les animaux cobayes, par exemple, les galeries destinées à les recueillir étaient creusées par plus de trois cents ouvriers algériens.

L'armée coloniale dépasse l'entendement en exposant des moudjahidine, faits prisonniers, à l'explosion atomique pour les besoins d'essai.

Qui étaient-ils ? Combien étaient-ils ? D'où venaient-ils ? L'on ne saura pas grand-chose. Peut-être, étaient-ils des détenus du **camp de concentration dit "bidon cinq"** situé entre Reggane et Bordj-Badji-Mokhtar, un **Auschwitz à la française**. M Kaâzzaoui affirmera, quand même, l'arrivée tard dans la nuit qui a précédé l'explosion, d'un camion plein d'autochtones à une heure, ajoute-t-il, où il n'est permis à aucun ouvrier algérien de se trouver au "plateau", à quelques kilomètres du centre d'essai.

C'est dire tout le secret qui a entouré l'opération.

Mais dans le documentaire de Azzedine Meddour, intitulé "Combien je vous aime", diffusé par l'ENTV au milieu des années 80, qui relate, pour la première fois après l'indépendance, les faits relatifs aux essais nucléaires de Reggane, l'on se rappelle des séquences où **des soldats de la légion étrangère à Reggane reconnaissent la**

Les Roublards du PCF & La Révolution Algérienne

véracité de ces faits. Avec la précision même que **les corps de ces martyrs, attaché à des poteaux à un et deux kilomètres du lieu de l'explosion, ont été retrouvés durcis comme du plastique.**

Deux essais qui ont marqué de leurs traces indélébiles la région immédiatement après l'explosion, **beaucoup de femmes enceintes ont avorté** de même que les bêtes mammifères pleines ont perdu leurs portées.

La mortalité infantile et les maladies jusque-là inconnues dans la région ont fait ravage juste après les essais atomiques. Les **récoltes agricoles** n'étaient pas en reste, elles **étaient totalement perdues** à Reggane, soutiennent des vieux rencontrés au Ksar-Errégani.

Et les années qui ont suivi n'ont pas effacé les traces des retombées radioactives sur l'homme et l'environnement en ces contrées, baptisées par les auteurs du forfait "**zone rose**". Peut-être à cause d'une rougeur qui couvre depuis l'atmosphère.

Aujourd'hui, les gens se disent se sentir en **état de fatigue continu**, eux descendants des bâtisseurs des Ksour et foggaras des œuvres dignes du rang de merveilles du monde.

Les **maladies respiratoires, de la peau et des yeux**, inexistantes il y a trente ans, continuent à sévir depuis les années soixante.

Aussi, depuis cette date, **l'allaitement naturel** chez les femmes, dira un médecin rencontré à l'hôpital de Reggane, **n'excède pas, quand il existe, deux mois et les enfants naissent de plus en plus chétifs.**

De même qu'à Reggane, l'agriculture n'a pas retrouvé à ce jour son abondance d'antan. Dans le verger familial de M. Kaâzzaoui à Izrafine, le carré des petits pois sur le point de mûrir se meurt petit à petit. C'est ce qui arrive souvent pour tout genre de récolte dans cette région depuis que le champignon nucléaire a pollué ses espaces.

M.D.

Table

Thorez.....	2
Le PRS (Boudiaf).....	3
PCF 2000.....	4
Racisme Pluriel.....	9
Histoire de la guerre d'Algérie – A. Horne.....	10
El Jarida.....	14
Deuxième guerre (FIS et GIA).....	21

Documents

1920 : les “21 conditions”.....	22
Parti chinois – 1963.....	27
Les premiers essais nucléaires français.....	29



En couverture : les six chefs du F.L.N., lors de la réunion de préparation de l'insurrection, le dimanche 24 octobre 1954. De gauche à droite : au fond : Bitat, Ben Boulaïd, Didouche et Boudiaf ; au premier plan : Krim et Ben M'hidi. (nde)